

ART. 53.

Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'État, si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve acquise par les voies de droit, de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire.

La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois s'il s'agit d'un délit, sauf dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps, s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité (42).—*Modifié. Supp. Contrainte par corps, L. 17 avril 1832, art. 33-41.*

ART. 54.

En cas de concurrence de l'amende (43) avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.—P. 468.—I. Cr. 121.

ART. 55.

Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais (44).—C. 1200 s.

CHAPITRE IV.

DES PEINES DE LA RÉCIDIVE POUR CRIMES ET DÉLITS.

ART. 56.

Quiconque, ayant été condamné à une peine afflictive ou infamante, aura commis un second crime emportant, comme peine principale, la dégradation civique, sera condamné à la peine du bannissement.—P. 7, 8, 34.

Si le second crime emporte la peine du bannissement, il sera condamné à la peine de la détention.—P. 7 5°, 8 1°, 20.

Si le second crime emporte la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine de travaux forcés à temps.—P. 7 4° 6°, 19.

Si le second crime emporte la peine de la détention, il sera condamné au *maximum* de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.—P. 7 5°, 20.

Si le second crime emporte la peine de travaux forcés à temps, il sera condamné au *maximum* de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.—P. 7 4°, 19.

Si le second crime emporte la peine de la dé-

ART. 53.

Cuando se pronunciaren multas y costas en provecho del Estado, si despues del fenecimiento de la pena afflictiva ó infamante, la prision del sentenciado para el pago de estas condenas pecuniarias ha durado un año completo, podrá, en virtud de la prueba adquirida por las vías del derecho, de su insolvencia absoluta, obtener su libertad provisionalmente.

La duracion de la prision se reducirá á seis meses, si se trata de un delito; salvo en todo caso, el volver á tomar la vía del apremio corporal; si sobreviniere al sentenciado algun medio de solvencia (42).—*Modificado. Sup. Apremio corporal. Ley de 17 de Abril de 1832 art. 33-41.*

ART. 54.

En caso de que se reunan la multa (43) con las restituciones y los daños y perjuicios, contra los bienes insuficientes del sentenciado, estas últimas condenas obtendrán la preferencia.—P. 468.—I. Cr. 121.

ART. 55.

Todos los individuos condenados por un mismo crimen ó delito, serán responsables insólidum, de las multas, restituciones, daños, perjuicios y costas (44).—C. 1200 y s.

CAPITULO IV.

DE LAS PENAS POR REINCIDENCIA, EN LOS CRIMENES Y DELITOS.

ART. 56.

Cualquiera que habiendo sido condenado á una pena afflictiva ó infamante, haya cometido un segundo crimen que merezca como pena principal la degradacion cívica, será condenado á la pena de destierro.—P. 7, 8, 34.

Si el segundo crimen merece la pena de destierro, será condenado á la de detencion.—P. 7 5°, 8 1°, 20.

Si el segundo crimen merece la pena de reclusion, será condenado á la de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4° 6°, 19.

Si el segundo crimen merece la pena de detencion, será condenado al *maximum* de la misma pena, la que podrá aumentarse hasta el doble.—P. 7 5°, 20.

Si el segundo crimen merece la pena de trabajos forzados por tiempo, será condenado al *maximum* de la misma pena, la que podrá aumentarse hasta el doble.—P. 7 4°, 19.

Si el segundo crimen merece la pena de depor-

portation, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité.—P. 7 2° 3°, 18.

Quiconque, ayant été condamné aux travaux forcés à perpétuité, aura commis un second crime emportant la même peine, sera condamné à la peine de mort.—P. 7 1° 2°, 12, 36.—C. 23.

Toutefois l'individu condamné par un tribunal militaire ou maritime, ne sera, en cas de crime ou délit postérieur, passible des peines de la récidive qu'autant que la première condamnation aurait été prononcée pour des crimes ou délits punissables d'après les lois pénales ordinaires (45).—P. 5.

ART. 57.

Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.—P. 9 s.—I. Cr. 179.

ART. 58.

Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi en cas de nouveau délit, condamnés au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double: ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus.—P. 9 s., 44, 45, 200.

tacion, será condenado á trabajos forzados perpetuos.—P. 7 2° 3°, 18.

Cualquiera que habiendo sido sentenciado á trabajos forzados perpetuos, haya cometido un segundo crimen, que merezca la misma pena, será condenado á la de muerte.—P. 7 1° 2°, 12, 36.—C. 23.

Sin embargo, la persona condenada por un tribunal militar ó marítimo, en caso de crimen ó delito posterior, no será pasible de las penas de la reincidencia, sino en tanto que la primera condena haya sido pronunciada por crímenes ó delitos, punibles conforme á las leyes penales ordinarias (45).—P. 5.

ART. 57.

Cualquiera que habiendo sido condenado por un crimen, haya cometido un delito de tal naturaleza que merezca ser castigado correccionalmente, será condenado al *maximum* de la pena señalada por la ley, y ésta podrá aumentarse hasta el doble.—P. 9 y s.—I. Cr. 179.

ART. 58.

Los culpables condenados correccionalmente á prision por mas de un año, serán tambien condenados en el caso de nuevo delito, al *maximum* de la pena señalada por la ley, y esta pena podrá aumentarse hasta el doble: serán ademas puestos bajo la vigilancia especial del gobierno, durante cinco años por lo menos, y de diez á lo mas.—P. 9 y s., 44, 45, 200.

LIBRO SEGUNDO.

De las personas punibles, excusables ó responsables, por crímenes ó delitos.

(Ley decretada en 13 de Febrero de 1810, promulgada el 23 del mismo.)

CHAPITRE UNIQUE.

CAPITULO UNICO.

ART. 59.

Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement (46).—P. 60 s., 203, 206, 242, 338, 341, 441.

ART. 60.

Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir,

ART. 59.

Los cómplices de un crimen ó de un delito, serán castigados con la misma pena que los mismos autores de ese crimen ó de ese delito, salvo los casos en que la ley haya dispuesto otra cosa (46).—P. 60 y s., 203, 206, 242, 338, 341, 441.

ART. 60.

Serán castigados como cómplices de una accion calificada de crimen ó delito, los que á virtud de regalos, ofertas, amenazas, abuso de auto-

machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre;

Ceux qui auront procuré des armes, des instrumens, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.—P. 59 et la note, 75 s., 86 s.

ART. 61.

Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.—P. 59.

ART. 62.

Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit (*).—P. 59, 63. (47).

ART. 63.

Néanmoins la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée, à l'égard des recéleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité.

Dans tous les cas, les peines des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne pourront être prononcées contre les recéleurs qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de mort, des travaux forcés à perpétuité et de la déportation; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps. (48).—P. 59 s.

ART. 64.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.—C. 489.—Supp. *Aliénés*, L. 30 juin 1838.

ridad ó de poder, maquinaciones ó artificios culpables, hayan provocado á dicha accion, ó dado instrucciones para cometerla.

Los que hayan proporcionado armas, instrumentos ó cualquiera otro medió que haya servido á la accion, sabiendo que debia servir para ella;

Los que con conocimiento hayan ayudado ó asistido al autor ó autores de la accion, en los hechos que la hayan preparado ó facilitado, ó en los que la hayan consumado; sin perjuicio de las penas que estén especialmente designadas por el presente Código, contra los autores de complots ó de provocaciones atentatorias contra la seguridad exterior ó interior del Estado, aun en el caso en que el crimen que era objeto de los conspiradores ó de los provocadores, no se hubiere cometido.—P. 59 y la nota, 75 y s., 86 y s.

ART. 61.

Los que conociendo la conducta criminal de los malhechores que ejerzan robos ó violencias contra la seguridad del Estado, la paz pública, las personas ó las propiedades, les faciliten habitualmente alojamiento, lugar de retiro ó de reunion, serán castigados como sus cómplices.—P. 59.

ART. 62.

Los que á sabiendas hayan receptado en todo ó en parte cosas robadas, estraviadas ó adquiridas por medio de algun crimen ó de un delito, serán tambien castigados como cómplices de este mismo crimen ó delito (*).—P. 59, 63 (47).

ART. 63.

Sin embargo, cuando la pena de muerte sea aplicable á los autores de los crímenes, será reemplazada respetó de los receptadores, con la de trabajos forzados perpetuos.

En todo caso, la pena de trabajos forzados perpetuos ó la de deportacion, cuando haya lugar á ella, no podrán pronunciarse contra los receptadores, sino en tanto que sean convencidos de haber tenido conocimiento, al tiempo de la recepcion, de las circunstancias á que la ley impone la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos y de deportacion; si nó, no sufrirán mas que la pena de trabajos forzados por tiempo (48).—P. 59 y s.

ART. 64.

No hay crimen ni delito, cuando el acusado se haya encontrado en estado de demencia al tiempo de la accion, ó cuando haya sido obligado por una fuerza á que no haya podido resistir.—C. 489.—Supp. *Dementes*, L. de 30 de Junio de 1838.

ART. 65.

Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable, ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse.—P. 66 s., 463.

ART. 66.

Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parens, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année (49).—P. 67-69, 271, 463.—I. Cr. 340.

ART. 67.

S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit:

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction.—P. 7, 40 s.

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction, pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.—P. 7, 19-21, 40 s.

Dans tous les cas, il pourra être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.—P. 44, 45.

S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction (50).—P. 8, 40 s.

ART. 68.

L'individu, âgé de moins de seize ans, qui n'aura pas de complices présens au-dessus de cet âge, et qui sera prévenu de crimes autres que ceux que la loi punit de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité, de la peine de la déportation, ou de celle de la détention, sera jugé par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux deux articles ci-dessus (51).—I. Cr. 179 s.

ART. 69.

Dans tous les cas où le mineur de seize ans

ART. 65.

Ningun crimen ó delito, puede ser excusado, ni se le puede dispensar ni mitigar la pena, sino en los casos y circunstancias en que la ley declare el hecho excusable, ó permita aplicarle una pena menos rigorosa.—P. 66 y s., 463.

ART. 66.

Cuando el acusado tenga menos de diez y seis años, si se ha decidido que ha obrado sin discernimiento, será absuelto; pero segun las circunstancias, se entregará á sus padres, ó se conducirá á una casa de correccion, para que allí se eduque, quedando detenido en ella por el número de años que determine la sentencia, y que sin embargo, no podrá exceder de la época en que cumpla los veinte años (49).—P. 67-69, 271, 463.—I. Cr. 340.

ART. 67.

Si se ha decidido que ha obrado con discernimiento, las penas se pronunciarán como sigue:

Si ha incurrido en la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos, ó en la de deportacion, será condenado á la pena de diez á veinte años de prision en una casa de correccion.—P. 7, 40 y s.

Si hubiere incurrido en la pena de trabajos forzados por tiempo, de detencion ó de reclusion, será condenado á encierro en una casa de correccion, por un tiempo igual á la tercera parte á lo menos, y á la mitad á lo mas, de aquel por el cual hubiera podido ser condenado á alguna de estas penas.—P. 7, 19-21, 40 y s.

En todo caso, podrá ponerse por el fallo ó por sentencia, bajo la vigilancia de la alta policia, durante cinco años á lo menos y diez á lo mas.—P. 44, 45.

Si ha incurrido en la pena de degradacion civica, ó de destierro, será sentenciado á encierro, desde uno hasta cinco años, en una casa de correccion (50).—P. 8, 40, y s.

ART. 68.

El individuo que tenga menos de diez y seis años, que no tenga cómplices presentes, mayores de esta edad, y que sea acusado de crímenes diversos de los que la ley castiga con pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos, de deportacion ó detencion, será juzgado por los tribunales correccionales, quiénes se arreglarán á lo dispuesto en los dos artículos anteriores (51).—I. Cr. 179 y s.

ART. 69.

En todo caso en que un menor de diez y seis

n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans (52).—P. 1, 9, 11, 271.

ART. 70.

Les peines des travaux forcés à perpétuité, de la déportation et des travaux forcés à temps, ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante-dix ans accomplis au moment du jugement (53).—P. 7, 71 s.

ART. 71.

Ces peines seront remplacées, à leur égard, savoir: celle de la déportation, par la détention à perpétuité; et les autres, par celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps selon la durée de la peine qu'elle remplacera (54).—P. 20, 21.

ART. 72.

Tout condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps, dès qu'il aura atteint l'âge de soixante-dix ans accomplis, en sera relevé, et sera renfermé dans la maison de force pour tout le temps à expirer de sa peine, comme s'il n'eût été condamné qu'à la réclusion (55).—P. 7, 21, 70 s.

ART. 73.

Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé, plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable; sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code civil.—P. 61, 99, 154, 268, 475 2°.—C. 1383.—T. Cr. 1er, art. 156 s.

ART. 74.

Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et tribunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code civil, livre III, titre IV, chapitre II.—C. 1382 s.

años, no haya cometido mas que un simple delito; se le aplicará una pena que no sea mayor que la mitad de la que hubiera podido aplicársele, teniendo diez y seis años (52).—P. 1, 9, 11, 271.

ART. 70.

Las penas de trabajos forzados perpetuos, de deportacion y de trabajos forzados por tiempo, no se aplicarán á ningun individuo que tenga la edad de setenta años cumplidos, en el momento de la sentencia (53).—P. 7, 71 y s.

ART. 71.

Estas penas se reemplazarán, con respecto á ellos, como sigue: la de deportacion por la de detencion perpetua, y las demas por la de reclusion, ya perpetua ó ya por tiempo, segun la duracion de la pena que reemplaza (54).—P. 20, 21.

ART. 72.

Todo condenado á la pena de trabajos forzados perpetuos ó por tiempo, luego que haya cumplido setenta años de edad, será relevado de ella y encerrado en la casa de reclusion, por todo el tiempo que le falte para extinguir aquella, como si no hubiese sido condenado mas que á la de reclusion (55).—P. 7, 21, 70 y s.

ART. 73.

Los mesoneros y posaderos, convencidos de haber alojado por mas de veinticuatro horas á alguno que durante el tiempo que haya estado alojado, haya cometido un crimen ó delito, serán civilmente responsables de las restituciones, indemnizaciones y costas, adjudicadas á aquellos á quienes dicho crimen ó delito hubiere causado algun perjuicio, si no hubieren escrito en su registro, el nombre, profesion y domicilio del culpable; sin perjuicio de su responsabilidad en los casos que demarcan los artículos 1952 y 1953 del Código civil.—P. 61, 99, 154, 268, 475 2°.—C. 1383.—T. Cr. 1er, art. 156 y s.

ART. 74.

En los demas casos de responsabilidad civil, que puedan presentarse en los negocios criminales, correccionales ó de policia, las cortes y tribunales, ante quienes estos negocios sean llevados, se arreglarán á las disposiciones del Código civil, libro III, título IV, capítulo II.—C. 1382 y s.

LIBRO TERCERO.

De los crímenes, de los delitos y de su castigo.

TITULO I.

CRIMENES Y DELITOS CONTRA LA COSA PUBLICA.

(Capítulo I.—II. Ley decretada el 15 de Febrero de 1810, y promulgada el 25 del mismo.) (Capítulo III. Ley decretada el 16 y promulgada el 26.)

CHAPITRE PREMIER.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SURETÉ DE L'ÉTAT.

SECTION PREMIERE.

Des Crimes et Délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

ART. 75.

Tout français qui aura porté les armes contre la France sera puni de mort (56).—P. 7, 1er, 12, 36.—C. 23.

ART. 76.

Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agens, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de mort. (57).

Cette disposition aura lieu dans le cas même où lesdites machinations ou intelligences n'auraient pas été suivies d'hostilités (58).—P. 2, 12, 36.

ART. 77.

Sera également puni de mort (59), quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'État, à l'effet de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances du Royaume, ou de leur livrer des villes, forteresses, places, postes, ports, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtimens appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers le Roi et l'État, soit de toute autre manière (60).—P. 7 1er, 12, 36, 78 s.—C. 23.

CAPITULO PRIMERO.

CRIMENES Y DELITOS CONTRA LA SEGURIDAD DEL ESTADO.

SECCION PRIMERA.

De los crímenes y delitos contra la seguridad exterior del Estado.

ART. 75.

Todo francés que haya hecho armas contra la Francia, será castigado con pena de la vida (56).—P. 7 1er, 12, 36.—C. 23.

ART. 76.

Cualquiera que haya maquinado ó mantenido inteligencias con las potencias extranjeras ó con sus agentes, para empeñarlas á cometer hostilidades ó á emprender la guerra contra la Francia, ó para procurarles medios para ello, se castigará con pena de la vida (57).

Esta disposicion tendrá lugar aun en el caso en que de dichas maquinaciones ó inteligencias, no hayan resultado hostilidades (58).—P. 2, 12, 36.

ART. 77.

Se castigará igualmente con pena de la vida, (59) á cualquiera que haya hecho maniobras ó mantenido inteligencias con los enemigos del Estado, para facilitarles la entrada al territorio y dependencias del Reino, ó entregarles ciudades, fortalezas, plazas, puestos, puertos, almacenes, arsenales, naves ó buques pertenecientes á la Francia; ó que haya provisto á los enemigos de socorros, en soldados, hombres, dinero, víveres, armas ó municiones; ó que haya ayudado al progreso de sus armas en las posiciones ó contra las fuerzas francesas de tierra ó de mar, ya corrompiendo la fidelidad de los oficiales, soldados, marineros y demas, hácia el Rey y el Estado, ó ya de cualquiera otra manera (60).—P. 7 1er, 12, 36, 78 y s.—C. 23.